

No. 36301

**Belgium (on behalf of Belgium and Luxembourg in the name
of the Belgo-Luxembourg Economic Union)
and
Lithuania**

**Agreement between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Republic of
Lithuania on the reciprocal promotion and protection of investments. Brussels,
15 October 1997**

Entry into force: *6 September 1999 by the exchange of instruments of ratification, in
accordance with article 13*

Authentic texts: *French, Dutch, Lithuanian and English*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Belgium, 3 December 1999*

**Belgique (agissant pour la Belgique et le Luxembourg, au
nom de l'Union économique belgo-luxembourgeoise)
et
Lituanie**

**Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de
Lituanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des
investissements. Bruxelles, 15 octobre 1997**

Entrée en vigueur : *6 septembre 1999 par échange des instruments de ratification,
conformément à l'article 13*

Textes authentiques : *français, néerlandais, lituanien et anglais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Belgique, 3 décembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGE-LUXEMBOURGEOISE
ET LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE CONCERNANT
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES
INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement Du Royaume De Belgique,
Le Gouvernement de la Région wallonne,
Le Gouvernement de la Région flamande,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
et
Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,
d'une part,
et

Le Gouvernement de la République de Lituanie,
d'autre part,

Ci-après dénommés les "Parties contractantes"

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

Sont convenus de ce qui suit :

Article I. Définitions

Pour l'application du présent Accord,

1. Le terme "investisseurs" désigne:

a) pour l'Union économique Belge-luxembourgeoise :

i) les "nationaux" c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg;

ii) les "sociétés", c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique ou du Grand-Duché de Luxembourg.

b) pour la République de Lituanie :

i) les personnes physiques qui sont des ressortissants de la République de Lituanie conformément la législation de la République de Lituanie;

ii) chaque entité constituée sous la législation de la République de Lituanie et enregistrée sur le territoire de la République de Lituanie conformément avec ses lois et règlements.

2. Le terme "investissements" désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit, conformément les lois et règlements de la Partie contractante hôte.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord:

a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, privilèges, gages et droits analogues;

b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (comme les brevets, les marques déposées, les dessins et modèles industriels), le savoir-faire et le fonds de commerce;

e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Au sens du présent Accord, des modifications de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte pas leur qualification investissements, à condition que ces modifications soient effectuées conformément aux lois et règlements de la Partie contractante sur le territoire où l'investissement est réalisé.

3. Le terme "revenus" désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.

4. Le terme "territoire" s'applique au territoire du Royaume de Belgique, au territoire du Grand-Duché de Luxembourg et au territoire de la République de Lituanie ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines, qui s'étendent au-delà des eaux territoriales des Etats concernés et sur lesquels ceux-ci exercent, conformément au droit international, leurs droits souverains et leur juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles.

Article 2. Promotion des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encourage les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet ces investissements en conformité avec sa législation.

2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

Article 3. Protection des investissements

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouissent, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.

2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouissent d'une sécurité et d'une protection constantes, c'est à dire, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, leur gestion, leur entretien, leur utilisation, leur jouissance ou leur liquidation.

3. Le traitement et la protection définis aux paragraphes 1 et 2 sont au moins égaux à ceux dont jouissent les investisseurs d'un Etat tiers et ne sont, en aucun cas, moins favorables que ceux reconnus par le droit international.

4. Toutefois, ce traitement et cette protection ne s'étendent pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun, toutes autres formes d'organisations économiques régionales ou accords relatifs à la double imposition ou autres arrangements relatifs à la taxation.

Article 4. Mesures privatives et restrictives de propriété

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes doivent être remplies :

- a) les mesures sont prises selon une procédure légale;
- b) elles ne sont ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles sont assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur marchande des investissements expropriés immédiatement avant que l'expropriation ait eu lieu ou que l'expropriation ait été rendue publique.

Les indemnités sont réglées dans la monnaie de l'Etat auquel appartient l'investisseur ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai et librement transférables. Elles porteront intérêt sur base de LIBOR depuis la date de leur fixation jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficient, de la part de cette dernière, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements.

5. Pour les matières réglées par le présent Article, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie un traitement au moins égal à celui qu'elle réserve sur son territoire aux investisseurs de la nation la plus favorisée. Ce traitement ne sera en aucun cas moins favorable que celui reconnu par le droit international.

Article 5. Transferts

1. Chaque Partie contractante accorde aux investisseurs de l'autre Partie contractante, le libre transfert, vers ou à partir de son territoire, de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment:

- a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement;
- b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié;
- c) des revenus des investissements;
- d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, en incluant les plus-values ou augmentations du capital investi;
- e) des indemnités payées en exécution de l'Article 4.

2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

3. Les transferts sont effectués en monnaie librement convertible.

4. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts et ce, sans autres charges que les taxes et frais usuels.

5. Les garanties prévues par le présent Article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

Article 6. Subrogation

1. Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaît que les droits et actions des investisseurs sont transférés à la Partie contractante ou l'organisme public concerné.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante peut faire valoir à l'égard de l'assureur, subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

Article 7. Règles applicables

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

Article 8. Accords particuliers

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.

2. Chacune des Parties contractantes assure à tout moment le respect des engagements qu'elle aura pris envers les investisseurs de l'autre Partie contractante.

Article 9. Règlement des différends relatifs aux investissements

1. Tout différend relatif aux investissements, entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante, fait l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend à l'amiable par la négociation, en ayant éventuellement recours à l'expertise d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend est soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'Etat ou l'investissement a été fait, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend est soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur :

- à un tribunal d'arbitrage ad hoc, établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.),

- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par "la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965;

- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris ;

- à l'Institut d'Arbitrage de la Chambre de Commerce de Stockholm.

Si la procédure d'arbitrage est introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulevra d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'Article 6 du présent Accord.

5. Le tribunal arbitral statuera sur base du droit interne de la Partie contractante partie au litige sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes de l'accord particulier qui serait intervenu au sujet de l'investissement, ainsi que des principes de droit international.

6. Les sentences d'arbitrage sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité de sa législation nationale.

Article 10. Nation la plus favorisée

Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée.

*Article 11. Différends d'interprétation ou d'application
entre les parties contractantes*

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doit être réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend est soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunit à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à une procédure d'arbitrage mise en oeuvre, pour chaque cas particulier, de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désignent d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui sera président du collège des arbitres.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination de l'arbitre ou des arbitres non désignés.

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à cette nomination.

Si le Vice-Président est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques ou s'il est aussi dans l'impossibilité de s'acquitter de la fonction, le membre le plus ancien qui n'est pas ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante sera invité à procéder à ces nominations nécessaires.

4. Le collège ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du collège seront supportés, en principe, à parts égales, par les Parties contractantes. Le collège peut toutefois décider qu'une proportion plus élevée des frais sera supportée par une des deux Parties contractantes et cette décision sera obligatoire pour les deux Parties contractantes.

Article 12. Investissements antérieurs

Le présent Accord s'applique également aux investissements effectués, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité de ses lois et règlements.

Article 13. Entrée en vigueur et durée

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il reste en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord. FAIT à Bruxelles, le 15 octobre 1997, en trois exemplaires originaux, chacun en langue française, néerlandaise, lituanienne et an-

glaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue anglaise fera foi en cas de divergence d'interprétation.

Pour l'Union Economique Belge-Luxembourgeoise :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

ERIK DERYCKE
Ministre des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement Grand-Duché de Luxembourg :

P. SCHULLER
Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg

Pour le Gouvernement de la Région Wallonne :

ERIK DERYCKE

Pour le Gouvernement de la Région Flamande :

F. BALDEWIJNS
Ministre Flamand des Travaux publics, des Transports et
de l'Aménagement du Territoire

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

ERIK DERYCKE

Pour le Gouvernement de la République de Lituanie :

ALGIRDAS SAUDARGAS
Ministre des Affaires étrangères

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

**OVEREENKOMST
TUSSEN
DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE
EN
DE REPUBLIEK LITOUWEN
INZAKE DE WEDERZIJDSE BEVORDERING
EN
BESCHERMING VAN INVESTERINGEN**

De Regering van het Koninkrijk België,
De Regering van het Waalse Gewest,
De Regering van het Vlaamse Gewest,
De Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,
en
De Regering van het Groothertogdom Luxemburg,
enerzijds,

en

De Regering van de Republiek Litouwen,
anderzijds,

Hierna te noemen als "Overeenkomstsluitende Partijen"

Verlangende hun economische samenwerking te versterken door het scheppen van gunstige voorwaarden voor de verwezenlijking van investeringen door onderdanen van één der Overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij,

Zijn overeengekomen als volgt :

ARTIKEL 1

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van deze Overeenkomst,

1. Betekent het begrip "investeerdere" :

a) ten aanzien van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie:

- i) de "onderdanen", dit wil zeggen elke natuurlijke persoon die, volgens de wetgeving van het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg beschouwd wordt als onderdaan van het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg;
- ii) de "vennootschappen", dit wil zeggen elke rechtspersoon die is opgericht overeenkomstig de wetgeving van het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg en die zijn maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van het Koninkrijk België of het Groothertogdom Luxemburg;

b) ten aanzien van de Republiek Litouwen :

- i) de natuurlijke personen die onderdanen zijn van de Republiek Litouwen volgens de wetten van de Republiek Litouwen;
- ii) elke entiteit opgericht onder de wetten van de Republiek Litouwen en ingeschreven op het grondgebied van de Republiek Litouwen in overeenstemming met haar wetten en reglementen.

2. Betekent het begrip "investering" om het even welke vorm van activa en elke rechtstreekse of onrechtstreekse inbreng in speciën, natura of diensten, die worden geïnvesteerd of geherinvesteerd in om het even welke economische sector overeenkomstig de wetten en reglementen van de ontvangende Overeenkomstsluitende Partij.

Als investeringen in de zin van deze Overeenkomst gelden meer bepaald, maar niet uitsluitend :

- a) de roerende en onroerende goederen alsook alle andere zakelijke rechten, zoals hypothecken, voorrechten, panden en gelijkaardige rechten;
- b) de aandelen, winstbewijzen en alle andere vormen van deelneming, zelfs minoritair of onrechtstreeks, in vennootschappen;
- c) de obligaties, vorderingen en rechten op enige prestatie met economische waarde;
- d) de auteursrechten, rechten van industriële eigendom (zoals patenten, handelsmerken, industriële ontwerpen en modellen, gedeponeerde namen), know-how en goodwill;
- e) de publiekrechtelijke of contractuele concessies, waaronder die betreffende de prospectie, de teelt, de ontginning of winning van natuurlijke rijkdommen.

Voor deze Overeenkomst brengt geen enkele verandering in de juridische vorm waarin de activa en kapitalen werden geïnvesteerd of geheinvesteerd hun kwalificatie als "investering" in het gedrag, onder voorbehoud dat zulke veranderingen gebeuren overeenstemmend met de wetten en reglementen van de Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied waar de investering verricht werd.

3. Betekent het begrip "inkomsten" de bedragen die voortvloeien uit een investering, en namelijk maar niet uitsluitend, de winsten, intresten, kapitaal aangroei, dividenden, royalties of vergoedingen.
4. Is de term "grondgebied" van toepassing op het grondgebied van het Koninkrijk België, het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg en het grondgebied van de Republiek Litouwen evenals op de maritieme gebieden, met name de gebieden op en onder zee, die zich voorbij de territoriale wateren van de betrokken Staten uitstrekken en op dewelke deze, overeenkomstig het internationaal recht, hun soevereine rechten en hun rechtsmacht uitoefenen met het oog op het onderzoek, de ontginning en het behoud van de natuurlijke rijkdommen.

ARTIKEL 2

Bevordering van investeringen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij moedigt investeringen op haar grondgebied door investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij aan en laat deze investeringen toe in overeenstemming met haar wetgeving.
2. Elke Overeenkomstsluitende Partij laat in het bijzonder het sluiten en uitvoeren toe van licentiecontracten en van overeenkomsten inzake commerciële, administratieve of technische bijstand, voor zover deze activiteiten verband houden met investeringen.

ARTIKEL 3

Bescherming van de investeringen

1. Alle investeringen uitgevoerd door investeerders van één der Overeenkomstsluitende Partijen genieten op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij een billijke en rechtvaardige behandeling.
2. Onder voorbehoud van maatregelen voor de handhaving van de openbare orde, genieten die investeringen van een voortdurende veiligheid en bescherming, met uitsluiting van elke ongerechtvaardigde of discriminatoire maatregel die, in rechte of in feite, het beheer, de instandhouding, het gebruik, het genot of de vereffening ervan zou kunnen belemmeren.
3. De in de paragrafen 1 en 2 omschreven behandeling en bescherming zijn ten minste gelijk aan die welke de investeerders van een derde Staat genieten en zijn in geen geval minder gunstig zijn dan die welke het internationaal recht waarborgt.

4. Die behandeling en bescherming strekken zich evenwel niet uit tot de voorrechten die een Overeenkomstsluitende Partij toekent aan investeerders van een derde Staat, op grond van haar lidmaatschap van of associatie met een vrijhandelszone, een douane-unie, een gemeenschappelijke markt of iedere andere vorm van een regionale economische organisatie of overeenkomsten inzake dubbele belastingen of enig andere regeling inzake belastingen.

ARTIKEL 4

Eigendomsberovende of -beperkende maatregelen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe geen enkele maatregel tot onteigening of nationalisatie te treffen, noch enige andere maatregel die tot gevolg heeft dat de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij rechtstreeks of onrechtstreeks het bezit ontnomen wordt van de investeringen op haar grondgebied.
2. Wanneer een afwijking van paragraaf 1 wordt gerechtvaardigd door het openbaar nut, de veiligheid of het nationaal belang, dan moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :
 - a) de maatregelen worden genomen volgens een wettelijke procedure;
 - b) de maatregelen zijn noch discriminatoir, noch strijdig met een bijzondere verbintenis;
 - c) de maatregelen gaan vergezeld van voorzieningen voor de betaling van een gepaste en reële schadevergoeding.
3. De schadevergoeding moet gelijk zijn aan de marktwaarde van de onteigende investeringen onmiddellijk voor de onteigening zich voordeed of ze publiek werd gemaakt.

Een dergelijke schadevergoeding moet betaald worden in de munt van de Staat waarvan de investeerder een onderdaan is of in een andere convertibele munt. Ze wordt zonder vertraging betaald en is vrijelijk verhandelbaar. Ze geeft een rente berekend op LIBOR-basis vanaf de datum van haar vaststelling tot aan deze van haar betaling.
4. De investeerders van één der Overeenkomstsluitende Partijen waarvan de investeringen schade zouden lijden ingevolge een oorlog of een ander gewapend conflict, een revolutie, een nationale noodtoestand of een opstand op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, genieten vanwege die laatste, een behandeling die ten minste gelijk is aan die welke aan investeerders van de meest begunstigde natie wordt verleend voor wat de teruggaven, schadeloosstellingen, compensaties of andere schadevergoedingen betreft.
5. Voor de in dit artikel behandelde kwesties verleent elke Overeenkomstsluitende Partij aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij een behandeling die ten minste gelijk is aan die welke ze op haar grondgebied geeft aan de investeerders van de meest begunstigde natie. Die behandeling zal in geen geval minder gunstig zijn dan die welke het internationaal recht waarborgt.

ARTIKEL 5

Overmakingen

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verleent aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij, de vrije overmaking van alle betalingen inzake een investering, van meer bepaald:
 - a) bedragen bestemd om een investering tot stand te brengen, te behouden of te ontwikkelen;
 - b) bedragen bestemd voor de betaling van contractuele verplichtingen, inbegrepen de bedragen die nodig zijn voor de terugbetaling van leningen, royalties en andere betalingen ingevolge licenties, franchising, concessies en andere gelijkaardige rechten, evenals de vergoeding van geëxpatrieerde werknemers;
 - c) de inkomsten uit investeringen;
 - d) de opbrengst van de volledige of gedeeltelijke vereffening van investeringen, inbegrepen de meerwaarden of verhogingen van geïnvesteerd kapitaal;
 - e) de ingevolge artikel 4 betaalde schadevergoedingen.
2. De onderdanen van elk der Overeenkomstsluitende Partijen die uit hoofde van een investering op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij mogen werken, mogen tevens eeri passend deel van hun loon overmaken naar hun land van oorsprong.
3. De overmakingen gebeuren in een vrijelijk verhandelbare munt.
4. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen levert de nodige vergunningen af om ervoor te zorgen dat de overmakingen zonder vertraging kunnen gebeuren, zonder andere onkosten dan de gebruikelijke taksen en kosten.
5. De in dit artikel vermelde waarborgen zijn ten minste gelijk aan die welke worden gegeven aan de investeerders van de meest begunstigde natie.

ARTIKEL 6

Subrogatie

1. Indien één der Overeenkomstsluitende Partijen of een openbare instelling ervan schadevergoedingen uitbetaalt aan haar eigen investeerders op grond van een garantie voor een investering, dan erkent de andere Overeenkomstsluitende Partij dat de rechten van de investeerders zijn overgedragen aan de betrokken Overeenkomstsluitende Partij of openbare instelling.

2. In verband met de overgedragen rechten kan de andere Overeenkomstsluitende Partij aan de verzekeraar die in de rechten van de schadeloosgestelde investeerder is getreden, de verplichtingen opleggen die wettelijk of contractueel op die investeerder rusten.

ARTIKEL 7

Toepasbare regels

Als een kwestie in verband met investeringen tegelijk wordt geregeld door deze Overeenkomst, maar ook door de nationale wetgeving van één der Overeenkomstsluitende Partijen, of door bestaande internationale overeenkomsten of overeenkomsten die door de Partijen in de toekomst zullen onderschreven worden, dan kunnen de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij zich beroepen op de bepalingen die voor hen het gunstigst zijn.

ARTIKEL 8

Bijzondere Overeenkomsten

1. Investeringsen waarvoor een bijzondere overeenkomst werd gesloten tussen één der Overeenkomstsluitende Partijen en investeerders van de andere Partij zijn onderworpen aan de bepalingen van deze Overeenkomst en aan die van de bijzondere overeenkomst.
2. Elk der Overeenkomstsluitende Partijen leeft steeds de verbintenissen na die ze tegenover investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij is aangegaan.

ARTIKEL 9

Regeling van investeringsgeschillen

1. Van elk investeringsgeschil tussen een investeerder van één der Overeenkomstsluitende Partijen en de andere Overeenkomstsluitende Partij wordt door de meest gereede partij schriftelijk kennis gegeven. Deze kennisgeving wordt vergezeld van een voldoende gedetailleerd memorandum.

In de mate van het mogelijke zullen de Partijen proberen dat geschil op minnelijke wijze te regelen door middel van onderhandelingen, eventueel door beroep te doen op een onderzoek van een derde, of anders door een verzoeningsprocedure tussen de Overeenkomstsluitende Partijen langs diplomatieke weg.
2. Wanneer er geen minnelijke schikking getroffen werd door een rechtstreeks akkoord tussen de partijen die bij het geschil betrokken zijn, noch verzoening bereikt werd langs diplomatieke weg binnen zes maanden na de kennisgeving, dan wordt het geschil, naar de keuze van de investeerder, ofwel aan de bevoegde rechtsmacht van de Staat waar de investering gedaan werd, ofwel aan internationale arbitrage, onderworpen.

Met dat doel geeft elk der Overeenkomstsluitende Partijen haar voorafgaandelijke en onherroepelijke toestemming om elk geschil aan de arbitrage te onderwerpen. Die toestemming houdt in dat de Partijen afzien van de eis om de interne administratieve of juridische procedures uit te putten.

3. Als internationale arbitrage wordt gevraagd, wordt het geschil naar keuze van de investeerder voor regeling door arbitrage voorgelegd aan één van de hierna genoemde organismen :
 - een arbitragerechtbank ad hoc, opgericht volgens de arbitrageregels van de Commissie van de Verenigde Naties voor het Internationaal Handelsrecht;
 - het Internationaal Centrum voor Regeling van Investeringsgeschillen (I.C.S.I.D.), opgericht door het "Verdrag tot Regeling van Investeringsgeschillen tussen Staten en Onderdanen van andere Staten", ter ondertekening opgesteld te Washington op 18 maart 1965;
 - het Arbitragegerecht van de Internationale Kamer van Koophandel in Parijs;
 - het Arbitrage-Instituut van de Kamer van Koophandel in Stockholm.

Indien de arbitrageprocedure op verzoek van een Overeenkomstsluitende Partij wordt ingediend, verzoekt die Partij de betrokken investeerder schriftelijk om het arbitrage-organisme uit te kiezen waaraan het geschil voorgelegd zal worden.

4. Geen van de Overeenkomstsluitende Partijen, betrokken bij een geschil zal in enig stadium van de arbitrageprocedure of van de uitvoering van een scheidsrechtelijke uitspraak, als verweer aanvoeren dat de investeerder die tegenpartij is bij het geschil, een vergoeding ter uitvoering van een verzekeringspolis of van de in artikel 6 van deze Overeenkomst vermelde garantie heeft ontvangen, die het geheel of een gedeelte van zijn verliezen dekt.
5. De arbitragerechtbank beslist op grond van het nationale recht van de Overeenkomstsluitende Partij die partij is bij het geschil op het grondgebied van dewelke de investering gesitueerd is, met inbegrip van de regels inzake wetsconflicten, de bepalingen van deze Overeenkomst, de bepalingen van de bijzondere overeenkomst die eventueel werd gesloten met betrekking tot de investering, en de beginselen van internationaal recht.
6. De arbitragebeslissingen zijn definitief en bindend voor de partijen bij het geschil. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt er zich toe ze uit te voeren overeenkomstig haar nationale wetgeving.

ARTIKEL 10

Meest begunstigde natie

Voor alle kwesties met betrekking tot de behandeling van investeringen, genieten de investeerders van elk der Overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, de behandeling van de meest begunstigde natie.

ARTIKEL 11

Geschillen tussen Overeenkomstsluitende Partijen
inzake de interpretatie of toepassing
van deze Overeenkomst

1. Elk geschil betreffende de interpretatie of de toepassing van deze Overeenkomst moet, indien mogelijk, worden geregeld langs diplomatieke weg.
2. Bij gebrek aan een regeling langs diplomatieke weg wordt het geschil voorgelegd aan een gemengde commissie samengesteld uit vertegenwoordigers van beide Partijen; die commissie vergadert op verzoek van de meest gerede Partij en zonder ongerechtvaardigde vertraging.
3. Indien de gemengde commissie het geschil niet kan regelen, wordt het op verzoek van de één of de andere Overeenkomstsluitende Partij onderworpen aan een arbitrageprocedure, die voor elk geval apart als volgt wordt ingesteld :

- Elke Overeenkomstsluitende Partij duidt een scheidsrechter aan binnen een periode van twee maanden vanaf de datum waarop één der Overeenkomstsluitende Partijen de andere in kennis heeft gesteld van haar voornemen het geschil aan arbitrage te onderwerpen. Binnen twee maanden na hun aanstelling duiden deze twee scheidsrechters in onderling overleg een onderdaan van een derde Staat aan als voorzitter van het college van scheidsrechters.

Indien deze termijnen niet worden nageleefd, verzoekt de één of de andere Overeenkomstsluitende Partij de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof de nodige benoeming(en) te doen.

Indien de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof onderdaan is van de één of de andere Overeenkomstsluitende Partij of van een Staat waarmee de één of de andere Overeenkomstsluitende Partij geen diplomatieke betrekkingen heeft, of als hij om een andere reden zijn functie niet kan uitoefenen, wordt de Ondervoorzitter van het Internationaal Gerechtshof verzocht die benoeming te doen.

Indien de Ondervoorzitter onderdaan is van de één of de andere Overeenkomstsluitende Partij of van een Staat waarmee de één of de andere Overeenkomstsluitende Partij geen diplomatieke betrekkingen heeft, of als ook hij verhinderd is de genoemde functie te vervullen, wordt het oudste lid van het Internationaal Gerechtshof die geen onderdaan is van de één of de andere Overeenkomstsluitende Partij uitgenodigd de nodige aanduidingen te doen.

4. Het aldus samengestelde college stelt zijn eigen procedureregels vast. Zijn beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen; ze zijn definitief en bindend voor de Overeenkomstsluitende Partijen.
5. Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten die zijn verbonden aan de aanwijzing van haar scheidsrechter. De uitgaven met betrekking tot de aanwijzing van de derde scheidsrechter en de werkingskosten van het college worden, in principe, gelijkelijk gedragen door de Overeenkomstsluitende Partijen. Het college kan, evenwel, beslissen dat een hoger deel van de kosten gedragen wordt door één van de twee Overeenkomstsluitende Partijen en een dergelijke uitspraak is bindend voor beide Overeenkomstsluitende Partijen.

ARTIKEL 12

Vroegere investeringen

Deze Overeenkomst is eveneens van toepassing op de voor zijn inwerkingtreding uitgevoerde investeringen, verricht door investeerders van één der Overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, en dit in overeenstemming met haar wetten en reglementen.

ARTIKEL 13

Inwerkingtreding en duur

1. Deze Overeenkomst treedt in werking één maand na de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen hun akten van bekrachtiging hebben uitgewisseld. De Overeenkomst blijft van kracht gedurende een termijn van tien jaar.

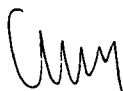
Tenzij één der Overeenkomstsluitende Partijen ze ten minste zes maanden voor het einde van de geldigheidstermijn opzegt, wordt ze telkens stilzwijgend verlengd voor een nieuwe termijn van tien jaar, en elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich het recht ze op te zeggen met kennisgeving ten minste zes maanden voor het einde van de lopende geldigheidstermijn.

2. Investerings die voor de datum van beëindiging van deze Overeenkomst werden verricht, blijven onder haar toepassing vallen gedurende een termijn van tien jaar na die datum.

TEN BLIJKE WAARVAN, de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel op 15 oktober 1997 in drie oorspronkelijke exemplaren, elk in de Franse, Nederlandse, Litouwse en Engelse taal, alle teksten gelijkelijk rechtsgeldig. In geval van verschil in interpretatie is de Engelse tekst beslissend.

VOOR DE BELGISCH-LUXEMBURGSE
ECONOMISCHE UNIE :



VOOR DE REGERING
VAN HET KONINKRIJK
BELGIE :

E. DERUYCKE

Minister van
Buitenlandse Zaken

VOOR DE REGERING VAN DE
REPUBLIEK LITOUWEN :

ALGIRDAS SAUDARGAS
Minister van Buitenlandse
Zaken




VOOR DE REGERING VAN
HET GROOTHERTOGDOM
LUXEMBURG :



P. SCHULLER

Ambassadeur van
Het Groot-Hertogdom
Luxemburg

VOOR DE REGERING VAN HET
WAALSE GEWEST:


E. DERYCKE


VOOR DE REGERING VAN HET
VLAAMSE GEWEST:



F. BALDEWIJNS

Vlaams Minister van Openbare Werken, Vervoer
en Ruimtelijke Ordening

VOOR DE REGERING VAN HET
BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE
GEWEST:


E. DERYCKE

[LITHUANIAN TEXT — TEXTE LITUANIEN]

SUTARTIS

TARP BELGIJOS-LIUKSEMBURGO EKONOMINĖS SAJUNGOS

IR

LIETUVOS RESPUBLIKOS

DĖL INVESTICIJŲ ABIPUSIO SKATINIMO IR APSAUGOS

Belgijos Karalystės Vyriausybė,

Valonijos Regiono Vyriausybė,

Flandrijos Regiono Vyriausybė,

Briuselio-sostinės Regiono Vyriausybė,

Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės Vyriausybė, iš vienos pusės, ir

ir

Lietuvos Respublikos Vyriausybė, iš kitos pusės,

(toliau vadinamos "Susitariančiosiomis Šalimis"),

siekdamos stiprinti tarpusavio ekonominį bendradarbiavimą, sukuriant palankias sąlygas vienos Susitariančiosios Šalies piliečių investicijoms kitos Susitariančiosios Šalies teritorijoje,

susitarė:

1 straipsnis

SAVOKOS

Šios Sutarties tikslams:

1. Sąvoka "investitorius" reiškia:

a) Belgijos - Liuksemburgo Ekonominės Sąjungos atžvilgiu:

i) "piliečius", tai yra, bet kurį fizinį asmenį, kuris pagal Belgijos Karalystės arba Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės įstatymus yra laikomas Belgijos Karalystės arba Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės piliečiu;

ii) "bendroves", tai yra, bet kurį juridinį asmenį, įsteigtą pagal Belgijos Karalystės arba Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės įstatymus, kurio registracijos vieta yra Belgijos Karalystės arba Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės teritorijoje;

b) Lietuvos Respublikos atžvilgiu:

i) fizinius asmenis, kurie pagal Lietuvos Respublikos įstatymus yra Lietuvos Respublikos piliečiai;

ii) bet kurį ūkio subjektą, įsteigtą pagal Lietuvos Respublikos įstatymus ir įregistruotą Lietuvos Respublikos teritorijoje sutinkamai su jos įstatymais ir kitais teisės aktais.

2. Sąvoka "investicijos" reiškia bet kurį turtą ir bet kuriuos tiesioginius arba netiesioginius įnašus pinigais, natūra arba paslaugomis pagal tokią turimą priimančiosios Susitariančiosios Šalies įstatymus ir kitus teisės aktus investuotus arba reinvestuotus į bet kurią ekonominės veiklos sritį.

Šios Sutarties tikslams sąvoka "investicijos" ypač, nors ne išimtinai, apima:

a) kilnojamąjį ir nekilnojamąjį turtą, taip pat bet kurias kitas teises *in rem*, tokias kaip hipoteka, užstatas, turto areštas ir analogiškos teisės;

b) akcijas, dalis bendrovėse ir kitas dalyvavimo bendrovėse formas, įskaitant dalyvavimą be sprendžiamojo balsu teisės arba dalyvavimą netiesioginiu būdu;

c) obligacijas, pretenzijas į pinigus ir į kitą ekonominę vertę turinčią veiklą;

d) autorines teises, pramoninės nuosavybės teises (tokias kaip patentai, prekybiniai ženklai, prekybiniai pavyzdžiai, prekybiniai pavadinimai), know-how ir goodwill;

e) pagal viešąją teisę arba kontraktus suteiktas koncesijas, įskaitant koncesijas dėl gamtinių išteklių žvalgyimo, naudojimo, gavybos arba eksploatacijos.

Šios Sutarties tikslams investuoto ar reinvestuoto turto ir kapitalo teisinės formos pakeitimai neturi įtakos investicijai, kaip tokių, traktavimui, su sąlyga, kad tokie pakeitimai yra padaryti pagal Susitariančiosios Šalies, kurios teritorijoje buvo atlikta investicija, įstatymus ir kitus teisės aktus.

3. Sąvoka "pajamos" reiškia iš investicijų gautas sumas ir ypač, nors ne išimtinai, apima pelną, palūkanas, kapitalo padidėjimą, dividendus, autorinius honorarus bei mokėjimus.

4. Sąvoka "teritorija" reiškia Belgijos Karalystės teritoriją, Liuksemburgo Didžiosios Hercogystės teritoriją ir Lietuvos Respublikos teritoriją, taip pat jūrų plotus, tai yra, jūrinius ir povandeninius plotus, esančius šių Valstybių teritoriniuose vandenyse, kuriuose jos pagal tarptautinę teisę naudojasi gamtinių išteklių tyrinėjimo, panaudojimo ir saugojimo suverenėmis teisėmis ir jurisdikcija.

2 straipsnis

INVESTICIJŲ SKATINIMAS

1. Kiekviena Susitariančioji Šalis savo teritorijoje skatina kitos Susitariančiosios Šalies investicijų investicijas ir pagal savo įstatymus ir kitus teisės aktus priima tokias investicijas.

2. Kiekviena Susitariančioji Šalis leidžia sudaryti ir vykdyti licencines sutartis ir komercinės, administracinės ar techninės pagalbos susitarimus tiek, kiek ši veikia yra susijusi su investicijomis.

3 straipsnis

INVESTICIJŲ APSAUGA

1. Vienos Susitariančiosios Šalies investicijų atliktos investicijos yra teisingai ir lygiavertiškai traktuojamos kitos Susitariančiosios Šalies teritorijoje.

2. Tokioms investicijoms yra suteikiamas saugumas ir apsauga, tai yra, jos apsaugomos nuo nuo bet kurių neteisėtų arba diskriminacinių priemonių, kurios galėtų teisiškai ar faktiškai apsunkinti investicijų tvarkymą, palaikymą, panaudojimą, valdymą arba jų likvidavimą, išskyrus priemones, būtinas viešajai tvarkai palaikyti.

3. 1 ir 2 dalyse apibrėžtas traktavimas ir apsauga yra bent jau lygiavertiškai tam traktavimui ir tai apsaugai, kuriais naudojasi trečiųjų Valstybių investitoriai, ir bet kuriuo atveju nėra mažiau palankūs, negu pripažįstami pagal tarptautinę teisę.

4. Tačiau, toks traktavimas ir apsauga nepadidina privilegijų, kurias viena Susitariančioji Šalis yra suteikusi trečiosios Valstybės investitoriams dėl jos dalyvavimo laisvos prekybos zonoje, muitų sąjungoje, bendroje rinkoje, bet kurioje kitoje regioninės ekonominės organizacijos formoje ar asociacijos su jomis arba dėl sutarčių, susijusių su dvigubu apmokestinimu ar bet kurių susijusių su apmokestinimu susitarimų.

4 straipsnis

NUSAVINIMAS IR NUOSAVYBĖS TEISIŲ APRIBOJIMAS

1. Kiekviena Susitariančioji Šalis išpareigoja nesūimti jokių ekspropriacijos arba nacionalizacijos priemonių ir bet kurių kitokių priemonių, kurių pasekoje jos teritorijoje kitos Susitariančiosios Šalies investicijų investicijos būtų tiesiogiai arba netiesiogiai nusavintos.

2. Jeigu visuomenės tikslai, saugumas arba valstybės interesai reikalauja pažeisti 1 dalies reikalavimus, turi būti laikomasi šių sąlygų:

- a) priemonės taikomos įstatymų nustatyta tvarka;
- b) priemonės neturi būti diskriminacinės ir neturi prieštarauti atskiriems įsipareigojimams;
- c) priemonės turi būti vykdomos pagal uuostatas, numatančias adekvatų ir efektyvų kompensacijos išmokėjimą.

3. Kompensacija turi atitikti eksproprijuotų investicijų rinkos vertę, esančią tuo metu, kai eksproprijacija įvyko arba kai būsima eksproprijacija tapo viešai žinoma.

Kompensacija yra išmokama tos Valstybės, kuriai priklauso investitorius, valiuta arba bet kuria kita konvertuojama valiuta. Ji išmokama nedelsiant ir laisvai pervedama. Kompensacija apima palūkanas, apskaičiuojamas LIBOR pagrindu nuo kompensacijos nustatymo datos iki jos išmokėjimo dienos.

4. Vienos Susitariančiosios Šalies investitorius, kurių investicijoms buvo padaryta žala dėl kitos Susitariančiosios Šalies teritorijoje vykstančio karo arba kito ginkluoto konflikto, revoliucijos, ypatingosios padėties paskelbimo arba maišto, pastaroji Susitariančioji Šalis restitucijos, nuostolių padengimo, kompensacijos ar kitokio atsiskaitymo atžvilgiu traktuoja ne mažiau palankiai negu investitorius, kurie naudojami didžiausio palankumo statusu.

5. Šiame straipsnyje numatyty klausimų atžvilgiu kiekviena Susitariančioji Šalis traktuoja kitos Susitariančiosios Šalies investitorius ne mažiau palankiai negu investitorius, kurie jos teritorijoje naudojami didžiausio palankumo statusu. Šis traktavimas bet kuriuo atveju nėra mažiau palankus negu tas, kuris pripažįstamas pagal tarptautinę teisę.

5 straipsnis

PERVEDIMAI

1. Kiekviena Susitariančioji Šalis garantuoja kitos Susitariančiosios Šalies investitoriams su investicijomis susijusių mokėjimų laisvą pervedimą, o ypač:

- a) sumų, skirtų investicijų atlikimui, palaikymui arba vystymui;
- b) sumų, skirtų mokėjimams pagal kontraktus, įskaitant sumas, reikalingas paskolų grąžinimui, autorinius honorarus ar kitus su licencijomis, privilegijomis, koncesijomis ir kitomis panašiomis teisėmis susijusius mokėjimus, taip pat užsienyje dirbančio personalo atlyginimus;
- c) iš investicijų gaunamų pajamų;
- d) pajamų, gautų visiškai ar dalinai likvidavus investicijas, įskaitant kapitalo apyvartos pajamas ar investuoto kapitalo padidėjimą;
- e) kompensacijų, išmokėtų pagal 4 straipsnį.

2. Kiekvienos Susitariančiosios Šalies piliečiams, kuriems dėl investicijų leista dirbti kitos Susitariančiosios Šalies teritorijoje, taip pat leidžiama atitinkamą jų atlyginimo dalį pervesti į valstybę, iš kurios jie yra atvykę.

3. Pervedimai yra atliekami laisvai konvertuojama valiuta.

4. Kiekviena Susitariančioji Šalis išduoda reikalingus leidimus, kurie įgalintų atlikti pervedimus be nepagrįsto delsimo ir be jokių kitokių išlaidų, išskyrus įprastinius mokesčius ir įprastines išlaidas.

5. Šiame straipsnyje numatytos garantijos yra ne mažesnės, negu suteiktos investitoriams, kurie naudojami didžiausio palankumo statusu.

6 straipsnis

SUBROGACIJA

1. Jei viena Susitariančioji Šalis arba jos agentūra investicijai numatytos garantijos pagrindu išmoka savo investitoriams kompensacijas, kita Susitariančioji Šalis pripažįsta, kad pirmoji Susitariančioji Šalis ar jos suinteresuota agentūra subrogacijos būdu įgyja investitorių teises.

2. Kiek tai yra susiję su teisių perdavimu, kita Susitariančioji Šalis turi teisę reikalauti, kad draudikas, kuris subrogacijos būdu įgyjo kompensaciją gavusių investitorių teises, vykdytų pagal įstatymą ar kontraktą kylančius tų investitorių įsipareigojimus.

7 straipsnis

TAIKOMOS TAISYKLĖS

Kai su investicijomis susiję klausimai tuo pačiu metu yra reglamentuojami šia Sutartimi ir vienos Susitariančiosios Šalies įstatymais arba galiojančiomis tarptautinėmis konvencijomis, kurių šalimis yra abi Susitariančiosios Šalys, arba konvencijomis, kurias Susitariančiosios Šalys pasirašys ateityje, kitos Susitariančiosios Šalies investitoriai turi teisę naudotis nuostatomis, kurios jų atžvilgiu yra labiausiai palankios.

8 straipsnis

ATSKIRI SUSITARIMAI

1. Investicijos, atliktos pagal atskirą susitarimą, sudarytą tarp vienos Susitariančiosios Šalies ir kitos Susitariančiosios Šalies investitorių, yra reglamentuojamos šios Sutarties ir tokio atskiro susitarimo nuostatomis.

2. Kiekviena Susitariančioji Šalis užtikrina, kad visada būtų laikomasi įsipareigojimų, kuriuos ji prisiima kitos Susitariančiosios Šalies investitorių atžvilgiu.

9 straipsnis

INVESTICINIŲ GINČŲ SPRENDIMAS

1. Kiekvieno su investicijomis susijusio ginčo tarp vienos Susitariančiosios Šalies investitoriaus ir kitos Susitariančiosios Šalies atveju, viena iš šalių pateikia raštišką pranešimą kartu su pakankamai detaliu paaiškinimu.

Ginčo šalys kiek įmanoma siekia išspręsti ginčą derybų būdu, esant reikalui kviesdamos ekspertus iš trečiųjų šalių, arba Susitariančiųjų Šalių sutakymu per diplomatinis kanalus.

2. Jei per šešis mėnesius nuo pranešimo apie ginčą įteikimo dienos jo nepavyksta išspręsti tiesioginiu susitarimu arba nesusitaikoma diplomatinis keliu, jis investitoriaus pasirinkimu perduodamas spręsti valstybės, kurioje investicija buvo atlikta, kompetentingam organui, arba tarptautiniam arbitražui.

Šiems tikslams kiekviena Susitariančioji Šalis duoda savo išankstinį ir neatšaukiamą sutikimą, kad bet kuris ginčas būtų sprendžiamas tokiame arbitraže. Šis sutikimas reiškia, kad abi šalys netenka teisės reikalauti, kad visos vidaus administracinės ar teisminės apsaugos priemonės būtų išsemtos.

3. Tarptautinio arbitražo atveju, investitoriaus pasirinkimu ginčas yra perduodamas spręsti vienam iš žemiau išvardintų organizacijų:

- *ad hoc* arbitražo teismui, sudarytam pagal Jungtinių Tautų Tarptautinės prekybos teisės komisijos (U.N.C.I.T.R.A.L.) arbitražo taisyklės;

- Tarptautiniam investicinių ginčų sprendimo centrui (I.C.S.I.D), sudarytam pagal Konvenciją dėl investicinių ginčų tarp atskirų valstybių ir kitų valstybių piliečių, atvirą pasirašymui 1965 m. kovo 18 d. Vašingtone;

- Tarptautinių Prekybos Rūmų Paryžiuje Arbitražiniam Teismui;

- Prekybos Rūmų Stokholme Arbitražiniam Institutui.

Tuo atveju, kai arbitražo procedūra yra inicijuojama vienos iš Susitariančiųjų Šalių, ji raštu turi pasiūlyti suinteresuotam investitoriumi pasirinkti ginčą nagrinėsiantį arbitražinį organą.

4. Bet kuriame arbitražinio proceso etape ar arbitražo sprendimo vykdymo metu nei viena iš Susitariančiųjų Šalių, esančių ginčo šalimi, neturi teisės pateikti protesto, grįsdama jį tuo faktu, kad investitorius, kuris yra kita ginčo šalis, gavo kompensaciją, padengiančią visus arba dalį jo nuostolių, pagal draudimo polisą arba pagal šios Sutarties 6 straipsnyje numatytą garantiją.

5. Arbitražo teismas priima sprendimą remdamasis ginče dalyvaujančios Susitariančiosios Šalies, kurios teritorijoje buvo atlikta investicija, įstatymais, įskaitant kolizines normas, taip pat šios Sutarties nuostatomis, atskiro susitarimo, jeigu jis buvo sudarytas dėl konkretios investicijos, nuostatomis ir tarptautinės teisės principais.

6. Arbitražo sprendimas ginčo šalims yra galutinis ir privalomas. Kiekviena Susitariančioji Šalis įsipareigoja vykdyti sprendimus pagal savo įstatymus.

10 straipsnis

DIDŽIAUSIO PALANKUMO STATUSAS

Visais klausimais, susijusiais su investicijų traktavimu, kiekvienos Susitariančiosios Šalies investitoriai kitos Susitariančiosios Šalies teritorijoje naudojami didžiausio palankumo statusu.

11 straipsnis

GINČAI TARP SUSITARIANČIŪJŲ ŠALIŲ DĖL ŠIOS SUTARTIES
AIŠKINIMO ARBA TAIKYMO

1. Bet kuris ginčas dėl šios Sutarties aiškinimo arba taikymo, kiek įmanoma, yra sprendžiamas diplomatiniais kanalais.

2. Jeigu ginčo diplomatiniais kanalais išspręsti nepavyksta, ginčas perduodamas spręsti jungtinei komisijai, sudarytai iš abiejų šalių atstovų; ji, paprašius vienai iš šalių, susirenka be nepagrįsto delsimo.

3. Jeigu jungtinė komisija ginčo išspręsti negali, vienos iš šalių prašymu, ginčas yra perduodamas arbitražo teismui, sudarytam kiekvienu atveju sekanciai:

Per du mėnesius nuo tos dienos, kai viena iš Susitariančiųjų Šalių pranešė kitai Susitariančiajai Šaliai apie savo ketinimą perduoti ginčą arbitražui, kiekviena Susitariančioji Šalis paskiria po vieną arbitražą. Per dviejų mėnesių laikotarpį nuo jų paskyrimo šie arbitrai susitarimu paskiria trečiosios valstybės pilietį arbitražo teismo pirmininku.

Jei šie laikotarpiai buvo praleisti, kiekviena Susitariančioji Šalis kviečia Tarptautinio Teismo Prezidentą atlikti reikalingus paskyrimus.

Jei Tarptautinio Teismo Prezidentas yra vienos iš Susitariančiųjų Šalių pilietis arba pilietis valstybės, su kuria viena iš Susitariančiųjų Šalių nepalaiko diplomatinio santykių, arba dėl kokių nors kitų priežasčių jis negali atlikti šios funkcijos, Tarptautinio Teismo Viceprezidentas yra kviečiamas atlikti reikalingus paskyrimus.

Jei Tarptautinio Teismo Viceprezidentas yra vienos iš Susitariančiųjų Šalių pilietis arba pilietis valstybės, su kuria viena iš Susitariančiųjų Šalių nepalaiko diplomatinio santykių, arba taip pat jis negali atlikti šios funkcijos, kitas pagal vyresnybę Tarptautinio Teismo narys yra kviečiamas atlikti reikalingus paskyrimus.

4. Tokiu būdu sudarytas teismas pats nustato savo darbo tvarką. Sprendimai yra priimami balsų dauguma; jie yra galutiniai ir abiem Susitariančiosioms Šalims privalomi.

5. Kiekviena Susitariančioji Šalis padengia savo paskirto arbitro išlaidas. Trečiojo arbitro paskyrimo išlaidas ir teismo veiklos išlaidas Susitariančiosios Šalys padengia lygiomis dalimis. Tačiau, teismas gali nuspręsti, kad didesnė dalis išlaidų turi būti padengta vienos iš dviejų Susitariančiųjų Šalių; toks sprendimas yra privalomas abiejoms Susitariančiosioms Šalims.

12 straipsnis

ANKSČIAU ATLIKTOS INVESTICIJOS

Ši Sutartis taip pat taikoma investicijoms, kurios vienos Susitariančiosios Šalies investitorių buvo atliktos kitos Susitariančiosios Šalies teritorijoje pagal jos įstatymus ir kitus teisės aktus prieš įsigaliojant šiai Sutarčiai.

13 straipsnis

ĮSIGALIOJIMAS IR GALIOJIMO LAIKAS

1. Ši Sutartis įsigalioja po vieno mėnesio nuo tos dienos, kai Susitariančiosios Šalys pasikeičia ratifikaciniais raštais. Sutartis galioja dešimt metų.

Jeigu viena iš Susitariančiųjų Šalių nepraneša kitai Susitariančiajai Šaliai apie jos nutraukimą ne vėliau kaip prieš šešis mėnesius iki galiojimo termino pabaigos, ši Sutartis kiekvieną kartą automatiškai pratęsiama naujam dešimties metų laikotarpiui, tačiau kiekviena Susitariančioji Šalis pasilieka teisę ją nutraukti raštišku pranešimu, įteiktu ne vėliau kaip prieš šešis mėnesius iki Sutarties atitinkamo galiojimo termino pabaigos.

2. Investicijos, atliktos prieš nutraukiant šią Sutartį, yra reglamentuojamos šios Sutarties nuostatomis dar dešimt metų nuo nutraukimo datos.

TAI PATVIRTINDAMI, tinkamai savo Vyriausybių įgalioti asmenys, pasirašė šią Sutartį.

SUDARYTA *Bruselyje 1997 m. spalio 15 d.*, trimis egzemplioriais, kiekvienas prancūzų, olandų, lietuvių ir anglų kalbomis, visi tekstai turi vienodą teisinę galią. Nesutarimų dėl aiškinimo atveju, remiamasi tekstu anglų kalba.

BELGIJOS-LIUKSEMBURGO
EKONOMINĖS SĄJUNGOS VARDU:

LIETUVOS RESPUBLIKOS
VYRIAUSYBĖS VARDU:

Belgijos Karalystės
Vyriausybės vardu:

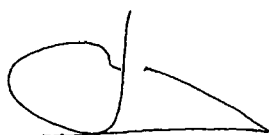
Liuksemburgo Didžiosios
Hercogystės Vyriausybės vardu:



Valonijos Regiono
Vyriausybės vardu:



Flandrijos Regiono
Vyriausybės vardu:



Briuselio-sostinės
Regiono Vyriausybės vardu:



[ENGLISH TEXT — TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT BETWEEN THE BELGO-LUXEMBURG ECONOMIC UNION,
ON THE ONE HAND, AND THE REPUBLIC OF LITHUANIA, ON THE
OTHER HAND, ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND
PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the Kingdom of Belgium,
the Government of the Grand-Duchy of Luxemburg,
the Government of the Region of Wallonia,
the Government of the Region of Flanders,
and the Government of the Region of Brussels-Capital, on the one hand,
and

The Government of the Republic of Lithuania, on the other hand (hereinafter referred to as "the Contracting Parties"),

Desiring to strengthen their economic cooperation by creating favourable conditions for investments by nationals of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purpose of this Agreement,

1. The term "investor" means:

a)) in respect of the Belgo-Luxemburg Economic Union :

i) the "nationals", i.e. any natural person who, according to the legislation of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxemburg is considered as a citizen of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxemburg;

ii) the "companies", i.e. any legal person constituted in accordance with the legislation of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxemburg and having its registered office in the territory of the Kingdom of Belgium or of the Grand-Duchy of Luxemburg;

b) in respect of the Republic of Lithuania:

i) natural persons who are nationals of the Republic of Lithuania according to the laws of the Republic of Lithuania;

ii) any entity constituted under the laws of the Republic of Lithuania and registered in the territory of the Republic of Lithuania in conformity with its laws and regulations.

2. . The term "investments" shall mean any kind of assets and any direct or indirect contribution in cash, in kind or in services, invested or reinvested in any sector of economic activity in accordance with the laws and regulations of the host Contracting Party.

The following shall more particularly, though not exclusively, be considered as investments for the purpose of this Agreement:

- a) movable and immovable property as well as any other rights in rem, such as mortgages, liens, pledges and similar rights;
- b) shares, corporate rights and any other kind of shareholdings, including minority or indirect ones, in companies;
- c) bonds, claims to money and to any performance having an economic value;
- d) copyrights, industrial property rights (such as patents, trade marks, industrial designs and models, trade names), know-how and good-will;
- e) concessions granted under public law or under contract, including concessions to explore, develop, extract or exploit natural resources.

For the purpose of this Agreement, changes in the legal form in which assets and capital have been invested or reinvested shall not affect their designation as "investments" provided that such changes are done in accordance with the laws and regulations of the Contracting Party in the territory of which the investment has been made.

3) The term "incomes" shall mean the proceeds of an investment and shall include in particular, though not exclusively, profits, interests, capital increases, dividends, royalties and payments.

4) The term "territory" shall apply to the territory of the Kingdom of Belgium, to the territory of the Grand-Duchy of Luxemburg and to the territory of the Republic of Lithuania, as well as to the maritime areas, i.e. the marine and underwater areas which extend beyond the territorial waters, of the States concerned and upon which the latter exercises, in accordance with international law, their sovereign rights and their jurisdiction for the purpose of exploring, exploiting and preserving natural resources.

Article 2. Promotion of Investments

1. Each Contracting Party shall promote investments in its territory by investors of the other Contracting Party and shall accept such investments in accordance with its legislation.

2. In particular, each Contracting Party shall authorize the conclusion and the fulfilment of licence contracts and commercial, administrative or technical assistance agreements, as far as these activities are in connection with such investments.

Article 3. Protection of Investments

1. . All investments made by investors of one Contracting Party shall enjoy a fair and equitable treatment in the territory of the other Contracting Party.

2. Except for measures required to maintain public order, such investments shall enjoy continuous protection and security, i.e. excluding any unjustified or discriminatory measure which could hinder, either in law or in practice, the management, maintenance, use, possession or liquidation thereof.

3. The treatment and protection referred to in paragraphs 1 and 2 shall at least be equal to those enjoyed by investors of a third State and shall in no case be less favourable than those recognized under international law.

4. However, such treatment and protection shall not cover the privileges granted by one Contracting Party to the investors of a third State pursuant to its participation in or association with a free trade zone, a customs union, a common market, any other form of regional economic organization or agreements relating to double taxation or any other arrangement relating to taxation.

Article 4. Deprivation and Limitation of Ownership

1. Each Contracting Party undertakes not to adopt any measure of expropriation or nationalization or any other measure having the effect of directly or indirectly dispossessing the investors of the other Contracting Party of their investments in its territory.

2. If reasons of public purpose, security of national interest require a derogation from the provisions of paragraph 1, the following conditions shall be complied with:

- a) the measures shall be taken under due process of law;
- b) the measures shall be neither discriminatory, nor contrary to any specific commitments;
- c) the measures shall be accompanied by provisions for the payment of an adequate and effective compensation.

3. The compensation shall be equivalent to the market value of the expropriated investments immediately before the expropriation occurred or the impending expropriation became public knowledge.

Such compensation shall be paid in the currency of the State of which the investor is a national or in any other convertible currency. It shall be paid without delay and shall be freely transferable. It shall bear interest calculated on the LIBOR basis from the date of the determination of its amount until the date of its payment.

4. Investors of one Contracting Party whose investments suffer losses owing to war or other armed conflict, revolution, a state of national emergency or revolt in the territory of the other Contracting Party shall be granted by the latter Contracting Party a treatment, as regards restitution, indemnification, compensation or other settlement, at least equal to that which the latter Contracting Party grants to the investors of the most favoured nation.

5. In respect of matters dealt with in this Article, each Contracting Party shall grant to the investors of the other Contracting Party a treatment which shall at least be equal to that granted in its territory to the investors of the most favoured nation. This treatment shall in no case be less favourable than that recognized under international law.

Article 5. Transfers

1. Each Contracting Party shall grant to investors of the other Contracting Party the free transfer of all payments relating to an investment, including more particularly:

- a) amounts necessary for establishing, maintaining or expanding the investment;

b) amounts necessary for payments under a contract, including amounts necessary for repayment of loans, royalties and other payments resulting from licences, franchises, concessions and other similar rights, as well as salaries of expatriate personnel;

c) proceeds from investments;

d) proceeds from the total or partial liquidation of investments, including capital gains or increases in the invested capital;

e) compensation paid pursuant to Article 4.

2. The nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory of the other Contracting Party in connection with an investment shall also be permitted to transfer an appropriate portion of their earnings to their country of origin.

3. Transfers shall be effected in a freely convertible currency.

4. Each Contracting Party shall issue the authorizations required to ensure that the transfers can be made without undue delay, with no other expenses than the usual taxes and costs.

5. The guarantees referred to in this Article shall at least be equal to those granted to the investors of the most favoured nation.

Article 6. Subrogation

1. If one Contracting Party or any public institution of this Party pays compensation to its own investors pursuant to a guarantee providing coverage for an investment, the other Contracting Party shall recognize that the former Contracting Party or the public institution concerned is subrogated into the rights of the investors.

2. As far as the transferred rights are concerned, the other Contracting Party shall be entitled to invoke against the insurer who is subrogated into the rights of the indemnified investors the obligations of the latter under law or contract.

Article 7. Applicable Regulations

If an issue relating to investments is covered both by this Agreement and by the national legislation of one Contracting Party or by international conventions, existing or to be subscribed to by the Parties in the future, the investors of the other Contracting Party shall be entitled to avail themselves of the provisions that are the most favourable to them.

Article 8. Specific Agreements

1. Investments made pursuant to a specific agreement concluded between one Contracting Party and investors of the other Party shall be covered by the provisions of this Agreement and by those of the specific agreement.

2. Each Contracting Party undertakes to ensure at all times that the commitments it has entered into vis-a-vis investors of the other Contracting Party shall be observed.

Article 9. Settlement of Investment Disputes

Any investment dispute between an investor of one Contracting Party and the other Contracting Party shall be notified in writing by the first party to take action. The notification shall be accompanied by a sufficiently detailed memorandum.

As far as possible, the Parties shall endeavour to settle the dispute through negotiations, if necessary by seeking expert advice from a third party, or by conciliation between the Contracting Parties through diplomatic channels.

2. In the absence of an amicable settlement by direct agreement between the parties to the dispute or by conciliation through diplomatic channels within six months from the notification, the dispute shall be submitted, at the option of the investors, either to the competent jurisdiction of the State where the investment was made, or to international arbitration.

To this end, each Contracting Party agrees in advance and irrevocably to the settlement of any dispute by this type of arbitration. Such consent implies that both Parties waive the right to demand that all domestic administrative or judiciary remedies be exhausted.

3. In case of international arbitration, the dispute shall be submitted for settlement by arbitration to one of the hereinafter mentioned organizations, at the option of the investor:

- an ad hoc arbitral tribunal set up according to the arbitration rules laid down by the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL);
- the International Center for the Settlement of Investment Disputes (I.C.S.I.D.), set up by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, opened for signature at Washington on March 18, 1965;
- the Arbitral Court of the International Chamber of Commerce in Paris;
- the Arbitration Institute of the Chamber of Commerce in Stockholm.

If the arbitration procedure has been introduced upon the initiative of a Contracting Party, this Party shall request the investor involved in writing to designate the arbitration organization to which the dispute shall be referred.

4. At any stage of the arbitration proceedings or of the execution of an arbitral award, none of the Contracting Parties involved in a dispute shall be entitled to raise as an objection the fact that the investor who is the opposing party in the dispute has received compensation totally or partly covering his losses pursuant to an insurance policy or to the guarantee provided for in Article 6 of this Agreement.

5. The arbitral tribunal shall decide on the basis of the national law, including the rules relating to conflicts of law, of the Contracting Party involved in the dispute in whose territory the investment has been made, as well as on the basis of the provisions of this Agreement, of the terms of the specific agreement which may have been entered into regarding the investment, and of the principles of international law.

6. The arbitral awards shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party undertakes to execute the awards in accordance with its national legislation.

Article 10. Most Favoured Nation

In all matters relating to the treatment of investments the investors of each Contracting Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territory of the other Contracting Party.

*Article 11. Disputes Between The Contracting Parties Relating to
The Interpretation or Application of this Agreement*

1. Any dispute relating to the interpretation or application of this Agreement shall be settled as far as possible through diplomatic channels.

2. In the absence of a settlement through diplomatic channels, the dispute shall be submitted to a joint commission consisting of representatives of the two Parties; this commission shall convene without undue delay at the request of the first party to take action.

3. If the joint commission cannot settle the dispute, the latter shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitration court set up as follows for each individual case:

Each Contracting Party shall appoint one arbitrator within a period of two months from the date on which either Contracting Party has informed the other Party of its intention to submit the dispute to arbitration. Within a period of two months following their appointment, these two arbitrators shall appoint by mutual agreement a national of a third State as chairman of the arbitration court.

If these time limits have not been complied with, either Contracting Party shall request the President of the International Court of Justice to make the necessary appointment(s).

If the President of the International Court of Justice is a national of either Contracting Party or of a State with which one of the Contracting Party has no diplomatic relations or if, for any other reason, he cannot exercise this function, the Vice-President of the International Court of Justice shall be requested to make the appointment(s). If the Vice-President is a national of either Contracting Party or of a State with which one of the Contracting Parties has no diplomatic relations or if he too is prevented from discharging the said function, the member of International Court of Justice next in seniority who is not a national of either Contracting Party shall be invited to make the necessary appointments.

4. The court thus constituted shall determine its own rules of procedure. Its decisions shall be taken by a majority of the votes; they shall be final and binding on the Contracting Parties.

5. Each Contracting Party shall bear the costs resulting from the appointment of its arbitrator. The expenses in connection with the appointment of the third arbitrator and the administrative costs of the court shall be borne, in principle, equally by the Contracting Parties. The court may, however, decide that a higher proportion of costs shall be borne by one of the two Contracting Parties and such award shall be binding on both Contracting Parties.

Article 12. Previous Investments

This Agreement shall also apply to investments made before its entry into force by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with the latter's laws and regulations.

Article 13. Entry Into Force And Duration

1. This Agreement shall enter into force one month after the date of exchange of the instruments of ratification by the Contracting Parties. The Agreement shall remain in force for a period of ten years.

Unless notice of termination is given by either Contracting Party at least six months before the expiry of its period of validity, this Agreement shall be tacitly extended each time for a further period of ten years, it being understood that each Contracting Party reserves the right to terminate the Agreement by notification given at least six months before the date of expiry of the current period of validity.

2. Investments made prior to the date of termination of this Agreement shall be covered by this Agreement for a period of ten years from the date of Termination.

In Witness Whereof, the undersigned representatives, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement. Done at Brussels, on the 15th day of October 1997, in three original copies, each in the French, Dutch, Lithuanian and En-

glish languages, all texts being equally authentic. The text in the English language shall prevail in case of difference of interpretation.

For the Belgo-luxemburg Economic Union:

For the Kingdom of Belgium:

E. DERYCKE

For the Grand-Duchy of Luxemburg:

P. SCHULLER

For the Region of Wallonia:

E. DERYCKE

For the Region of Flanders:

F. BALDEWIJNS

For the Region of Brussels-Capital:

E. DERYCKE

For The Republic of Lithuania:

ALGIRDAS SAUDARGAS